



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**Marché de Maitrise d'œuvre - CP Moulins-Yzeure
Mise en conformité CFO Maison Centrale**

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES AUVERGNE RHONE ALPES
Département des Affaires immobilières de Lyon
19 Rue Crépet
CS 70607
69366 LYON**

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat	3
2 - Description des missions du maître d'œuvre	3
2.1. - Diagnostic (DIA)	3
2.2. - Etudes d'Avant-Projet (AVP).....	5
2.2.1 - APS.....	5
2.2.2 - APD	6
2.3 - PRO.....	8
2.4 - DCE	9
2.5 - EXE partiel 1.....	9
2.6 - ACT	10
2.7 - VISA	11
2.8 - DET	12
2.9 - AOR-GPA.....	14
2.10 - OPC.....	15
2.11 - SSI.....	16
3 - Sûreté pénitentiaire	16
4 - Contacts.....	17

1 - Objet du contrat

Le présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) complète et précise contractuellement l'étendue et le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre, définie en référence aux textes visés à l'article 2 du CCAP, ainsi qu'au CCAG Travaux, en ce qu'il définit le rôle du maître d'œuvre dans l'exécution des marchés de travaux.

Il est toutefois expressément convenu que les obligations du maître d'œuvre ne sont pas limitées aux seules stipulations des articles suivants. En effet, le maître d'œuvre a une obligation générale de conseil et d'alerte visant à mener à bonne fin la réalisation des opérations que lui confie le maître d'ouvrage.

Les stipulations du présent CCTP concernent :

[Marché de Maitrise d'œuvre - CP Moulins-Yzeure - Mise en conformité CFO Maison Centrale](#)

La mise en conformité des Courants forts à la Maison Centrale du centre pénitentiaire de MOULINS-IZEURE (03) a été programmée pour donner suite à de nombreuses anomalies et défauts.

A titre d'exemple, le poste de livraison est récent (2009) mais le reste de l'installation est plus ancienne : le TGBT date de 1994, et l'ensemble des réseaux de courant fort de l'établissement sont considérés vétustes.

L'objectif de l'opération est donc la remise aux normes totale de l'installation CFO selon les référentiels techniques actuels.

Un audit technique et une faisabilité ont déjà été réalisés, en 2020. Le périmètre de ces études était plus large car il couvrait également la maison d'arrêt et le courant faible. Ces deux points ne seront pas à traiter.

En synthèse, les travaux se feront depuis le poste de livraison jusqu'aux gaines techniques des cellules, dans l'ensemble de la Maison Centrale.

Il sera étudié, sous forme de tranche optionnelle (TF jusqu'en PRO, puis TO pour la DET), le remplacement du groupe électrogène. L'appareillage en cellule ne sera pas traité dans le cadre de l'opération ; cette dernière s'arrêtera au coffret électrique des gaines.

Il est envisagé à ce stade de le décrire sous forme de PSE dans le(s) marché(s) de travaux.

Le mode de dévolution des marchés de travaux est pressenti pour être en lots séparés, et sera validé en fin d'AVP.

L'audit et l'étude de faisabilité de l'opération sont joints dans le DCE et décrivent tous les attendus du maître d'ouvrage pour l'opération. L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est de 1 000 000 €HT (TF) et 120 000 €HT (TO).

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que certaines pièces techniques du DCE ne seront remises qu'après transmission de l'engagement de confidentialité signé, annexe 7 du cadre de sûreté.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Pénitentiaire de Moulins-Yzeure (03)
03000 Moulins

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

2 - Description des missions du maître d'œuvre

2.1. - Diagnostic (DIA)

Par la réalisation d'études préalables et d'un audit technique, la maîtrise d'ouvrage a formulé des objectifs de qualité du projet (besoins du service et niveau de qualité, points de vigilance et préconisations).

Les études proposées par la maîtrise d'œuvre à l'issue du diagnostic doivent avoir pour objet l'éclairage de points précis permettant d'appréhender des informations nécessaires à l'établissement des phases suivantes d'étude.

En ce sens, les études de diagnostic (DIA) qui permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération ont pour objet :

- D'établir un état des lieux. Le maître d'œuvre est chargé d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux. Les relevés ou sondages à la main nécessaires sont inclus dans le présent marché. Si les documents nécessaires à l'état des lieux ne sont pas fournis par le Maître d'ouvrage, leur établissement est confié à des prestataires extérieurs, par contrat séparé et à la charge du Maître d'ouvrage (relevés géomètre, diagnostics réglementaires, audits, sondages avec méthodologies spécifiques). Si au cours de l'exécution du présent marché, le Maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le Maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.
- De fournir une analyse technique et réglementaire du bâti existant (cette analyse viendra compléter l'ensemble des études préalables déjà conduites par la maîtrise d'ouvrage) ;
- De procéder à une analyse technique sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité ;
- De permettre d'établir une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération ;
- De proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

D'une manière générale, l'attention du maître d'œuvre est attirée sur son devoir de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Les attendus sont les suivants :

Etat des lieux

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

Les relevés ou sondages complémentaires nécessaires sont confiés, selon les cas, soit au titulaire du marché, soit à un prestataire extérieur. Comme toute mission complémentaire, cette mission fait l'objet d'une rémunération supplémentaire.

Analyse technique et réglementaire

L'analyse technique s'effectue à partir de visites effectuées sur le site et avec le support des relevés d'état des lieux définis précédemment.

Si le maître d'œuvre constate la présence de désordres apparents affectant tout ou partie des ouvrages existants pouvant entraîner des difficultés et surcoûts dans la réalisation de l'opération envisagée, il en établit la liste et la description sommaire en indiquant leurs conséquences éventuelles. Il transmet cette liste au maître d'ouvrage.

Si la gravité et les conséquences des désordres constatés le justifient, le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage de confier, soit à lui-même, par avenant, soit à un spécialiste, une mission d'expertise technique. Le maître d'œuvre signale, s'il y a lieu, les opérations qu'il serait nécessaire d'engager pour lever les obstacles à la réalisation du projet.

Le maître d'œuvre procède à l'analyse réglementaire et technique des installations au regard du futur usage du bâtiment. Il procède à l'examen de leur état général, constate les désordres ou anomalies localisés et examine la compatibilité avec les objectifs définis. Il définit la nature des solutions à apporter aux désordres constatés : investigations complémentaires, prélèvements, modifications, etc.

Cette mission concerne tout ou partie des domaines techniques définis ci-après et détaillé dans l'étude de faisabilité de l'opération :

- Electricité courants forts (transfo, TGBT, tableaux, armoires, chemins de câbles, câblages, appareillages...)

- Sûreté : capacité des installations existantes à recevoir les équipements complémentaires et / ou modifiés en lien avec les travaux envisagés dans le cadre de l'opération

Faisabilité de l'opération

La faisabilité de l'opération se déduit, à partir de l'étude élaborée par le maître d'ouvrage, des résultats du diagnostic, et de l'estimation financière.

A l'issue de cette phase de diagnostic, le maître d'œuvre établit un rapport de synthèse permettant de renseigner le maître d'ouvrage, aussi complètement que possible, sur l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour la conception et la réalisation du projet. Ce rapport indique également les conclusions du maître d'œuvre sur la faisabilité de l'opération.

2.2. - Etudes d'Avant-Projet (AVP)

Les études d'Avant-Projet Sommaire (APS) et Définitif (APD) sont condensées en une seule phase d'AVP, avec un délai de validation MOA unique.

Au démarrage des études, le maître d'œuvre devra remettre les plans de repérage des sondages Amiante et Plomb complémentaires, s'ils sont jugés nécessaires, afin que ceux-ci puissent être fournis au diagnostiqueur.

Réunions :

- Dans le cadre des études d'AVP, des réunions de concertation bimensuelles en visioconférence sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées,
- Les études d'AVP sont présentées à l'établissement et au maître d'ouvrage pour approbation, dans les locaux de la DISP ou sur site :
 - o Les éléments de niveau APS sont présentés lors d'une réunion intermédiaire, afin de permettre au MOE un point d'étape avec la MOA avant de passer à la seconde phase des études d'AVP,
 - o Les éléments de niveau APD sont présentés lors d'une réunion permettant de valider définitivement l'ensemble des études d'AVP.
- Des entretiens techniques sont également à prévoir en présentiel (DISP ou CP), à l'initiative de la MOE
- A minima, le Titulaire prévoira les temps d'échange suivants (en présentiel) :
 - o 1 échange avec le service DSD (Département Sécurité Détention)
 - o 1 échange avec la DSI (Direction des Systèmes d'Informations)
 - o 1 point organisation pénitentiaire avec le chef d'établissement ou son représentant, sur site

Pour chacun de ces échanges, l'objectif est d'une manière générale de présenter les incidences sur le fonctionnement de l'établissement, le phasage et la définition des dispositions particulières à prendre pendant la durée des travaux. Ces échanges ne pourront pas nécessairement être mutualisés.

Les études d'avant-projet, fondées sur la solution d'ensemble retenue approuvée par le maître d'ouvrage, comprennent :

2.2.1 - Avant-Projet Sommaire (APS)

Les études d'Avant-Projet Sommaire (APS) ont pour objet principal de :

- Proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme technique et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées,
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation, et élaborer un calendrier à l'échelle du mois couvrant l'ensemble de l'opération ;
- Réaliser des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostics. Le Titulaire peut proposer de faire réaliser des études complémentaires spécifiques nécessaires à la poursuite du projet (sondages, diagnostics de matériaux particuliers, essais, repérage de réseaux, complément d'études topographiques, etc.) ;
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

Sur la base de la solution retenue par le maître de l'ouvrage, le titulaire aura toujours comme objectif de maintenir le coût de son APS dans les limites financières de l'opération.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200, avec certains détails significatifs au 1/100.

Livrables

- Notice technique précisant :
 - o Etat des lieux, analyse techniques et réglementaires issue de la mission diagnostic
 - o La fonctionnalité des solutions proposées,
 - o Les choix principaux de matériaux,
- Le choix des grands principes constructifs.
- Tant que de besoins : croquis et schémas explicatifs,
- Un calendrier prévisionnel et un phasage spatialisé,
- Une estimation du coût prévisionnel des travaux.

Le maître d'œuvre doit communiquer en temps utile un dossier de niveau APS au contrôleur technique et au coordonnateur SPS et tenir compte de leurs observations éventuelles.

Les documents remis sont des aides à la décision pour le maître d'ouvrage, ils doivent donc être détaillés, précis, et synthétiques. Ils doivent dès la phase APS intégrer l'ensemble des contraintes pérennitaires ayant un impact sur l'opération (phasage, coût, méthodologie).

2.2.2 - Avant-Projet Définitif (APD)

Le titulaire tiendra compte de tous les éléments modifiés issus des études APS, des observations de la maîtrise d'ouvrage sur l'APS et des rapports du CT et CSPS.

Le cadre des études d'avant-projet définitif est donné par l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet définitif (APD), fondées sur l'avant-projet sommaire (APS) approuvé par le maître de l'ouvrage, ont pour objet notamment de :

- Valider les principes constructifs développés en phase APS pour répondre aux contraintes de l'existant,
- Définir les matériaux et installation techniques,
- Vérifier le respect des réglementations (hygiène et sécurité),
- Justifier les solutions techniques retenues. Les matériaux, systèmes techniques, équipements et les modes opérationnels proposés seront le résultat d'études comparatives multicritères (aptitude à l'usage, adaptabilité, conditions d'entretien et de maintenance, facilité de remplacement, etc.). Sur cette base, le maître d'ouvrage devra être en mesure d'opérer des choix en fonction des avantages et des inconvénients des différentes solutions envisageables,
- Proposer un plan d'organisation et de phasage du chantier,
- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance. L'objectif des compléments de programme au stade de l'APD est de conforter la faisabilité et d'apporter les prescriptions fonctionnelles et techniques permettant d'assurer la faisabilité de l'opération dans les contraintes de coûts et de délais,
- Valider en plans et coupes les solutions retenues,
- D'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en macro-lots ou en lots séparés. Les coûts ne seront pas donnés au ratio mais au travers d'un chiffrage sur le quantitatif et intégrant un phasage ;
- Permettre l'établissement du forfait de rémunération définitif dans les conditions prévues par le CCAP.

Livrables

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans :
 - o Plan des réseaux, par type de réseaux secs et humides (électricité), le dimensionnement des réseaux, le positionnement des ouvrages visibles en surface extérieurs (Vannes, coffrets,
 - o ...) (1/100)
 - o Schéma de principe du TGBT, des coffrets des cellules de détention, tableaux divisionnaires et armoire cuisine.

- Plan d'implantation du matériel, des installations courant fort et courant faible à l'échelle 1/50ème
- Plan de phasage indiquant à chaque phase les travaux envisagés à l'échelle 1/50ème
- Plan des travaux induits (implantation des prises de courant et postes de travail) à l'échelle 1/
- Schéma des principes des installations,
- Notice technique précisant :
 - La fonctionnalité des solutions proposées,
 - Les choix principaux de matériaux,
 - Le choix des grands principes constructifs,
 - Descriptif détaillé des solutions techniques retenues.
- Notes de calcul de dimensionnement qui seront mises à jour lors des études de projet (PRO) et porte a minima sur :
 - Les bilans de puissance notamment pour le nouveau TGBT,
 - Les niveaux d'éclairage naturel par un calcul précis du facteur de lumière jour,
- Méthodologie d'intervention proposée et phasage des travaux,
- Calendrier prévisionnel des travaux,
- Justification du choix d'allotissement des marchés travaux,
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés,
- Comptes rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales solutions retenues à ce stade de la mission.

Le maître d'œuvre doit communiquer en temps utile un dossier de niveau APD au contrôleur technique et au coordonnateur SPS et tenir compte de leurs observations éventuelles.

L'avant-projet définitif constitue le support de l'engagement contractuel du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

L'APD doit définir sans ambiguïté, sans laisser de question en suspens et de façon cohérente la totalité des prestations qui seront incluses dans les marchés de travaux. Les choix à opérer doivent être effectués dans le cadre d'échanges réguliers et de décisions intermédiaires. Des reprises de dossiers peuvent avoir lieu suivant les échanges et les validations avec les différents acteurs.

En phase APD les éléments suivants doivent impérativement être définis et présentés à l'établissement :

- Méthode de traitement de l'amiante (si amiante décelée)
- Modalités de livraison (moyens, fréquence, durée ...),
- Lieu de stockage et moyen de sécurisation du matériel, des outils et des matériaux,
- Lieu de base vie et sa sécurisation,
- Organisation du phasage - impact détention (bruit, préparation repas, transferts détenus, cheminements, parloirs ...),
- Flux chantier (personnels, livraison, évacuation...) et flux du personnel et détenus,
- Impact RH,
- Horaires de travail,
- Trames des documents qui seront produits à destination de l'établissement en phase travaux.

Dans le cadre de sa mission de maîtrise d'œuvre, le titulaire a à sa charge la constitution de tous les dossiers de demandes administratives préalables aux travaux (déclaration préalable, information des services instructeurs, ...), ainsi que l'assistance à la MOA au cours de leur instruction.

Le titulaire prendra notamment en compte les démarches et préparations de dossiers concernant :

- Les échanges avec le Guichet unique concernant les réseaux enterrés et concédés.
- Les démarches près la DIRECCTE concernant la présence de produits amiantés, en concertation avec le CSPS.

Le titulaire fournira les dossiers nécessaires à l'accomplissement des démarches administratives vis-à-vis de la sécurité incendie. A ce titre, il établit les notices de sécurité incendie et d'accessibilité.

Le MOE établit, lors de l'APD, une liste des éventuelles interventions ultérieures susceptibles d'être engagées une fois l'ouvrage achevé. Après concertation avec le maître d'ouvrage et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, cette liste sera finalisée à l'étape APD.

Le MOE proposera pour chaque intervention ultérieure énoncée des mesures concrètes de sécurité intégrée permettant de faciliter le travail et, partant, de favoriser la prévention des accidents du travail. Ces mesures sont soumises à l'appréciation du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé qui les intégrera le cas échéant au DIUO « Conception ».

Anticipation de la réception :

Dès l'AVP, le maître d'ouvrage pourra demander au MOE de communiquer sur son anticipation des opérations préalables à la réception. Dans le cadre d'une note synthétique, le MOE devra recenser les points de vigilance qui feront l'objet d'une attention particulière de sa part.

Le MOE devra avoir la capacité d'indiquer : la nature des contrôles réalisés, la durée des vérifications.

La MOA valide les dossiers d'études AVP sous 3 semaines.

Des reprises de dossiers peuvent avoir lieu à la suite des échanges et des validations des différents acteurs.

2.3 - PRO

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans et coupes, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre,
- Dimensionner toutes les installations techniques, tant en matière de performance à atteindre que d'encombrement ;
- Justifier les prédimensionnements par les calculs appropriés ;
- S'assurer de la cohérence entre le volume des locaux techniques et l'encombrement des réseaux et installations qu'ils sont destinés à recevoir, et cela en intégrant des surfaces d'accès et de dégagement compatibles avec une réalisation aisée des opérations ultérieures de maintenance.
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ;
- Définir et rédiger les spécifications de gestion des déchets de chantier ;
- En fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages. Les limites de prestations entre lots doivent être parfaitement définies, et ne donner lieu à aucun manque ou excès. En outre, un cahier des clauses techniques communes à tous les lots pourra être élaboré ;
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base de la proposition remise à l'APD et mise à jour ; Il est clairement stipulé au Titulaire que sa prestation comprend la remise d'un détail quantitatif estimatif des quantités prévisionnelles à mettre en œuvre, sur support Excel, facilitant ainsi la réponse des entreprises à la consultation, et ce dès le PRO, pour finalisation lors du DCE.
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- Etablir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré,
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Livrables

Documents graphiques :

- Formalisation graphique du projet (lots techniques et architecturaux) sous forme de plans et coupes de l'ouvrage à l'échelle de 1/50 :
 - o Plan des réseaux, par type de réseaux secs et humides (électricité), le dimensionnement des réseaux, le positionnement des ouvrages visibles en surface extérieurs (Vannes, coffrets, ...) (1/50ème)
 - o Schéma de principe du TGBT, des coffrets des cellules de détention, tableaux divisionnaires.
 - o Plan d'implantation du matériel, des installations courant fort avec représentation de l'ensembles des éléments (disjoncteurs, postes de travail, ...) et des espaces de maintenance nécessaires, à l'échelle 1/50ème
 - o Coupe et détail pour les locaux techniques (TGBT, coffrets, ...) à l'échelle 1/25ème
 - o Plan de phasage indiquant à chaque phase les travaux envisagés à l'échelle 1/50ème
 - o Plan des travaux induits (implantation des prises de courant et postes de travail, ...) à l'échelle 1/50ème
- Descriptif détaillé des installations de chantier intégrant les contraintes de travail pour les entreprises: nettoyage journalier, phasages, cheminements autorisés, mise en place de réseaux fluides provisoires)
- Plan de principe d'installation de chantier, d'accès et de cheminement de chantier,

Documents écrits

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots.
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi.
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE.
- Comptes rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.
- Document de préconisations liées à la sûreté pénitentiaire et adapté à l'opération (modalité d'accès, de livraison, de stockage, horaires spécifiques, consignes de sécurité ...).

Réunions

- Dans le cadre de ces études de PRO, des réunions de concertation bimensuelles en visioconférence sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées,
- Les études PRO sont présentées à l'établissement et au maître d'ouvrage pour approbation, dans les locaux de la DISP ou sur site.

2.4 - DCE

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées).

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP, de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération. Notamment, il définit en accord avec le MOA les compétences et exigences minimales nécessaires pour chacun des lots de travaux, les critères d'attribution. Concernant le CCAP, le MOE doit être force de proposition pour adapter les clauses contractuelles à la nature de l'opération (en particulier s'agissant des clauses environnementales, les clauses relatives à la qualité des matériaux ou encore les pénalités).

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage :

- le CCTP commun à tous les lots et les CCTP propre à chaque lot le cas échéant,
- les cadres des devis quantitatifs détaillés permettant aux entreprises de les renseigner par les prix, pour former les décompositions du prix global forfaitaire ou les détails estimatifs. Ces cadres sont d'un niveau de précision suffisant pour permettre aux entreprises d'établir leur prix, ils comportent les quantités établies par le maître d'œuvre et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire établis par le maître d'œuvre,
- les notes de calcul établies par le titulaire, portant sur la conception technique, l'installation de chantier, le phasage et le planning,
- les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.),
- le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE) par lot,
- le plan d'installation de chantier,
- les pièces graphiques constituées des plans généraux et des plans propres à chacun des lots.

2.5 - EXE partiel 1

Le MOE devra au titre de cette mission :

La fourniture des DPGF renseignés des quantités pour faciliter le travail de réponse des entreprises. Il devra être exigé des entreprises qu'elles vérifient les quantités dans le cadre des prix globaux et forfaitaires.

Élaboration du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lot et corps d'état, à l'échelle de la semaine en tenant compte et explicitant :

- Les délais nécessaires aux principaux approvisionnements,
- Les phasages techniques et fonctionnels des travaux par zone. Les phases particulières pourront faire l'objet de plannings spécifiques et détaillés sur demande du Maître d'Ouvrage : liaison avec l'existant, réhabilitation de l'existant, site occupé, ...
- Les périodes des opérations préalables à la réception,
- Les réceptions partielles à prévoir,
- La période de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux.

Dans cette hypothèse d'EXE partiel, l'élément de mission VISA est également partiel.

2.6 - ACT

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale,
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues,
- Analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux,
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Le titulaire remet au maître de l'ouvrage un rapport circonstancié des candidatures explicitant les points suivants : courriers nécessaires à produire pour les candidatures incomplètes, raisons d'exclusions de certaines candidatures, etc.

Le titulaire remet au maître de l'ouvrage un rapport circonstancié des offres explicitant les points suivants:

- La conformité au dossier de consultation,
- L'analyse des variantes, le cas échéant, avec les conséquences pour le maître de l'ouvrage. A ce titre, la maîtrise d'œuvre vérifie les impacts sur la maintenance et l'exploitation, et s'assurera que les réponses des candidats permettent la conformité à la performance thermique du bâtiment et les coûts d'exploitation maintenance,
- Le traitement des offres présumées anormalement basses et les propositions de questions que le maître de l'ouvrage pourra poser aux candidats en cause,
- L'argumentaire relatif au choix du mieux-disant. Le titulaire prépare à cet effet une analyse financière par poste significatif des offres, en explicitant au moyen de graphiques les écarts d'une part avec l'estimation prévisionnelle, et d'autre part avec les autres candidats. Le titulaire préparera également une proposition d'argumentaire de choix des entreprises en explicitant, critère par critère dans l'ordre de priorité énoncé au règlement de consultation, les avantages et inconvénients de chacune des offres. Cet argumentaire est conduit par analyse comparative des offres entre elles,
- Une proposition de classement des offres.

Le titulaire sera convoqué en tant que personnalité compétente à chaque Commission d'analyse et de choix le cas échéant au cours de laquelle l'opération objet du présent marché sera évoquée.

Le cas échéant, le titulaire participera à toutes les réunions de négociations nécessaires au choix des entreprises.

Il préparera les courriers à destination des entreprises en cas de demande de précision ou de compléments de la part de la personne publique ; tenu par son obligation de confidentialité, le titulaire n'est pas autorisé à prendre contact directement avec les candidats pendant la procédure de consultation.

Dans le cas d'une consultation infructueuse, soit pour un lot, soit pour l'ensemble des lots, le titulaire s'engage à reprendre le dossier correspondant en l'adaptant en tant que de besoin dans le respect des études validées par le Maître de l'ouvrage, sans pouvoir prétendre à une augmentation de ses honoraires.

Le titulaire assiste le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) tout au long de la procédure de choix. En particulier, lors de la mise au point du marché, le maître d'œuvre rendra compte au maître de l'ouvrage de la cohérence des documents marchés soumis à la signature du RPA.

Dans le cas d'une consultation ou d'appel d'offres infructueux du fait d'un dépassement du coût de référence, le titulaire a en charge l'établissement d'un nouveau dossier de consultation ainsi que la nouvelle analyse des propositions.

Livrables

- Rapport d'analyse des candidatures,
- Projet de réponses aux questions des candidats,
- Rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres.

Mise au point des marchés de travaux

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

Réunions

Le maître d'œuvre assiste aux différentes réunions d'ouverture des plis et de choix des entreprises.

2.7 - VISA

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement, réalisées par les entreprises, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification intégrale des documents établis par les entreprises. La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

Le maître d'œuvre doit :

- Une note écrite précisant les modalités pratiques d'exécution, notamment :
 - o L'organisation convenue avec les entreprises de travaux pour le déroulement de la préparation de chantier, notamment l'exécution des procédures du Cadre de sûreté et la préparation du chantier à faibles nuisances ;
 - o Sa méthodologie pour l'analyse des documents remis par les entreprises de travaux et les prestataires intellectuelles au fil du chantier ;
 - o Sa méthodologie pour la réalisation des opérations préalables à la réception (avec en particulier: la planification des essais et contrôles qu'il compte faire exécuter pour vérifier les performances, les sollicitations à réaliser auprès des tiers intéressés et des partenaires de l'opération, les points de contrôle pour les corps d'état techniques, la liste des contrôles devra être déterminée de manière exhaustive et associés à un planning de réalisation.
- L'examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre,
- L'établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution,
- L'examen et l'approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux,
- L'arbitrage technique et architectural relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs,
- L'examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par les entrepreneurs,
- L'examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par les entrepreneurs.

2.8 - DET

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- S'assurer de la sécurité du chantier et notamment du respect des règles établies aux études d'avant-projet (voir ci-avant),
- S'assurer que les entreprises adressent aux organismes concernés les dossiers nécessaires préalablement aux opérations touchant des matériaux contenant de l'amiante (plan de retrait ou équivalent),
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art,
- S'assurer que les procédures décrites au Cadre de sûreté sont bien respectées : validation des fiches d'intervention, préparation des fiches de liaison, etc.
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux,
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;

Le rythme des réunions de chantier envisagé est hebdomadaire - cette fréquence pourra être adaptée à l'avancement du chantier. Ces réunions comprennent :

- **un temps d'échange préalable avec les représentants de l'établissement, désigné « réunion sécurité » afin de rendre compte de l'avancement des travaux ;**
- **un temps d'échange avec les entreprises de travaux.**

Des réunions exceptionnelles pourront être organisées à l'initiative de la MOA sans que cela ne constitue une modification de prestations.

- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général,
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.
- Préparer, participer, animer et coordonner les réunions de la cellule maîtrise d'ouvrage composées de la maîtrise d'ouvrage, du CT, du CSPS, des entreprises de travaux et des autres personnes nécessaires selon l'ordre du jour, portant sur les aspects administratifs et financiers. Le Titulaire devra préparer les ordres du jour de ces réunions, rédiger les comptes-rendus et mettre en œuvre les décisions prises lors de ces réunions ;

Le titulaire dirige l'exécution des contrats de travaux au moyen d'Ordres de Service (OS) émis dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux. Une copie de ces OS est en outre adressée au maître de l'ouvrage ;

Les Ordres de Service susceptibles d'entraîner une modification en termes de coût ou de délai devront avoir fait l'objet d'un accord préalable du maître de l'ouvrage.

Les ordres de service ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur prise selon les modalités suivantes :

- La Maîtrise d'œuvre présente le projet d'ordre de service à la Maîtrise d'ouvrage, assorti d'une Fiche de travaux modificatifs (FTM).
- Cette FTM doit permettre à la Maîtrise d'ouvrage de déterminer pleinement les impacts de la modification sur les aspects de coût, de délai, d'usage, d'entretien, de maintenance. Il effectue systématiquement une synthèse de ces aspects, à mettre en perspective des objectifs de respect d'engagement de coût de l'opération, écho au §10.2 du CCAP.
- La Maîtrise d'ouvrage accepte ou refuse le projet d'ordre de service, éventuellement avec des demandes de précision.

- Dans le cas l'Ordre de service a été établi à prix provisoire, où le coût des travaux modificatifs chiffré par les entreprises est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés et numérotés par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux. L'entrepreneur en accuse réception, avec ou sans réserve, le MOE en transmet une copie au Maître de l'ouvrage.

Le titulaire introduit dans les contrats de travaux la possibilité de prévoir des évolutions avec l'accord du maître de l'ouvrage.

Il transmet dans les conditions de l'article 12 du CCAG Travaux les demandes de paiement des entreprises après les avoir vérifiées. Il propose au Maître de l'ouvrage les retenues qu'il juge nécessaires. En aucun cas le Maître d'œuvre ne peut bloquer une demande de paiement.

Le délai fixé pour les vérifications des demandes de paiement des décomptes mensuels est fixé à 7 jours comptés à partir de la réception de la demande (15 jours pour la demande de paiement du projet de décompte final). Le Titulaire pourra être amené à employer le formalisme que lui imposerait l'acheteur en matière de visa sur demande de paiement.

Il respecte les conditions de transmission et de validation des états d'acompte prévus par l'acheteur (emploi de EDIFLEX et CHORUS).

Le Maître d'œuvre donne son avis par écrit sur les propositions des entreprises quant à l'intervention d'éventuels sous-traitants. Il s'assure tout au long du chantier de l'intervention régulière des entreprises, en concertation avec le coordonnateur de sécurité.

Le maître d'œuvre donne son avis par écrit sur les propositions des entreprises quant à l'intervention d'éventuels sous-traitants. Il s'assure tout au long du chantier de l'intervention régulière des entreprises, en concertation avec le coordonnateur de sécurité.

Procédure en cas d'événements non prévus aux marchés de travaux :

Dans cette hypothèse, et pour remédier au plus vite à l'événement constaté, il est demandé au titulaire d'appliquer la procédure suivante :

- Dès qu'il a connaissance de l'événement, le maître d'œuvre donne ses instructions aux entreprises concernées par l'Ordre de service (OS), en vue d'un éventuel chiffrage, des prestations supplémentaires avec l'indication des délais correspondants ;
- Si la prestation complémentaire n'entraîne pas de modification de prix et de délai, le maître d'œuvre peut établir un OS prescrivant le traitement de l'événement en cause ;
- Si la prestation complémentaire entraîne une modification sur le prix ou sur les délais, le maître d'œuvre transmet au maître de l'ouvrage le projet d'ordre de service « travaux » accompagné d'une note explicative motivée ;
- Si la masse initiale du marché de travaux n'est pas atteinte, le maître d'œuvre pourra adresser l'ordre de service « travaux » une fois l'accord du maître de l'ouvrage obtenu.
- Une modification au contrat de travaux sera immédiatement préparée par le titulaire pour intégrer cette modification au marché de travaux ;
- Si la masse initiale du marché est susceptible d'être atteinte avant la mise en place d'une modification au contrat, il conviendra d'attendre la notification de ce dernier pour réaliser les travaux en cause et ne pas émettre d'ordre de service « travaux » avant la notification de cette modification ;

Le MOE est chargé de la haute surveillance de l'exécution des contrats de travaux.

Il exécute notamment, en tant que de besoin, les Constats (article 11 du CCAG Travaux) nécessaires au bon avancement du chantier ; il s'agit en particulier de constats d'achèvement de prestations, de participations aux réceptions de supports à l'interface entre lots, de livraison d'équipements. Chaque constat est matérialisé par un document écrit.

Dans cet esprit, il transmet au contrôleur technique, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ses propres fiches de vérification de réalisation des ouvrages et des éléments d'équipement.

Le maître d'œuvre doit :

- L'organisation et direction des réunions de chantier,
- L'établissement et diffusion des comptes rendus après validation de l'AMO pilote,
- L'établissement des ordres de service,
- L'état d'avancement général des travaux à partir du planning général,
- L'information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables, communication avec le chef d'établissement,

- L'examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats,
- L'établissement de comptes rendus d'observation,
- La synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage,
- La vérification des décomptes mensuels et finaux et l'établissement des états d'acompte,
- L'examen des devis de travaux complémentaires et établissement de fiche de travaux modificatif,
- L'avis sur les projets d'avenant,
- L'examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final,
- L'établissement du décompte général.

La présente mission comprend les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante le cas échéant (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).

2.9 - AOR-GPA

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux et réception partielles, les OPR dans le cadre de cette opération seront réalisées au fur et à mesure de la libération des zones car nous travaillons en site occupé, une méthodologie devra être proposée,
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage,
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre,
- D'assister le maître d'ouvrage si d'éventuels désordres devaient se révéler postérieurement à la réception,
- De vérifier le contenu des dossiers des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution et fiches techniques remis par l'entrepreneur.

Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :

- Réalise une formation aux acteurs internes à l'établissement ou service pénitentiaire concerné qui seront chargés des vérifications ;
- Organise les opérations préalables à la réception au sens de l'article 41 du CCAG Travaux ;
- Organise les réunions de contrôle de conformité,
- Établit par corps d'état ou par lot la liste des réserves,
- Rédige le PV final des OPR et propose au maître d'ouvrage la réception, avec ou sans réserves, ou le refus de réceptionner les travaux.

Il est clairement stipulé que le titulaire devra apposer son visa aux plans et notices remises par les entreprises dans le cadre de l'article 40 du CCAG-Travaux.

État des réserves et suivi :

- Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

Dossier des ouvrages exécutés :

- Le maître d'œuvre constitue le Dossier des Ouvrages Exécutés, conformément au modèle transmis par le MOA en annexe.
- La constitution des DOE devra également faire l'objet d'une concertation avec le coordonnateur de sécurité pour les nécessaires renvois du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.
A cet effet, le titulaire établit le synoptique des installations techniques de façon à faciliter la compréhension des plans techniques. Il fournit également les plans indiquant les charges d'exploitation des locaux et terrasses.
- Le DOE comprendra les fiches descriptives du matériel installé, avec les préconisations afférentes aux opérations de maintenance (dossier de maintenance des lieux de travail - DMLT). Ces documents seront

présentés au visa du coordonnateur de sécurité après que le maître d'œuvre les aura constitués, ou bien après qu'il aura apposé son visa pour les documents établis par les entreprises.

Dès le prononcé de la réception et, en tout état de cause, en cohérence avec le calendrier de mise en service des ouvrages, le maître d'œuvre assiste le maître de l'ouvrage dans les tâches suivantes :

- La vérification de la prise en compte des éventuelles observations ou exigences émises par les commissions de sécurité ;
- La collecte de tous les documents tels que plans et notices nécessaires au fonctionnement des installations et à la maintenance des ouvrages, dans le respect des obligations contractuelles, et des besoins de l'organisme utilisateur.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement :

- Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage. A cet effet, il convoquera les entreprises concernées et établira les spécifications d'intervention en concertation avec le Maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS.
- Avant la fin du 9ème mois compté à partir de la date d'effet de la réception, le Titulaire programmera une visite d'inspection des ouvrages et des équipements techniques afin de vérifier avec les entrepreneurs concernés l'état des ouvrages ainsi que des performances des installations techniques et le traitement éventuel des dysfonctionnements constatés.
- A l'issue de cette visite, le MOE établit un bilan de son opération, en analysant d'une part les points négatifs et en indiquant les propositions pour y porter remède dans le cadre d'opérations ultérieures, et d'autre part les points positifs qu'il conviendra de maintenir ou de valoriser.

2.10 - OPC

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- Pour l'ordonnancement et la planification : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux ; de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités,
- Pour la coordination : d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux, y compris avec les autres chantiers sur site,
- Pour le pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Pour ce faire, le titulaire est chargé :

Pendant la phase de préparation des travaux

- De regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs,
- De mettre en place l'organisation générale de l'opération,
- De planifier et coordonner temporellement les études d'exécution,
- De planifier les travaux.

Pendant la période d'exécution des travaux :

- De veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation et au cadre de sûreté de l'établissement,
- De mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage,
- De coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus
- De veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards
- D'apprécier l'origine des retards,
- D'informer régulièrement l'AMO Pilote de la conformité de l'avancement des travaux aux objectifs calendaires, de l'origine des retard et mesure correctives proposées.

Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception :

- D'établir la planification des opérations de réception,
- De coordonner et piloter ces opérations,

- De pointer l'avancement des levées de réserves.

2.11 - SSI

Bien que l'objet de la présente opération ne concernent pas directement la réalisation de travaux sur le SSI de l'établissement, la maîtrise d'ouvrage souhaite que la maîtrise d'œuvre puisse mobiliser une compétence sur le domaine. En effet, les interventions envisagées pour le réaménagement des zones concernées par l'opération vont certainement être en interface forte avec le SSI. **La mobilisation de cette compétence est à apprécier par la maîtrise d'œuvre.** Ainsi, le présent CCTP reprend les attendus exhaustifs d'une mission de CSSI.

La mission rendue obligatoire par l'arrêté du 2 février 1993 (applicable en juin 1993), imposée de plus en plus souvent par les commissions de sécurité comprend, conformément au paragraphe 12 de la NF S 6193 :

A. Dossier d'identité du SSI :

Afin de permettre la réception du SSI ainsi que son exploitation future, un dossier technique dénommé "Dossier d'identité du SSI", doit être établi par la personne chargée de la coordination. Ce dossier doit comporter, au minimum, les informations suivantes qui sont représentées sur des plans spécifiques (indépendants du DCE), à fournir généralement un mois avant le début des travaux.

- Zones de Détection (Z.D.) avec identification des détecteurs et/ou des Déclencheurs Manuels (D.M.) correspondants.
- Zones de Mises en Sécurité (Z.S.) avec identification des Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.).
- Zones de Diffusion d'Alarme (Z.A.) avec identification des Diffuseurs d'alarme Sonore (D.S.) et/ou des Blocs Autonomes d'Alarmes Sonore (B.A.A.S.).
- Les corrélations entre les Z.D. / Z.S. du Centralisateur de mise en Sécurité d'Incendie (C.M.S.I.) pour le SSI de catégorie A et B et les dispositifs de commande (D.C.M., D.C.R.M., D.C.S.) et D.A.S. pour les catégories C, D, E.
- Les schémas de principe de l'installation, les plans de câblage détaillés devant être annexés au Dossier d'identité.

En fin de chantier le coordinateur SSI remet à jour le Dossier d'identité du SSI, supervise les essais et le cas échéant, participe à la commission de sécurité.

B. Le coordinateur SSI établit avec les entreprises retenues et les constructeurs des matériels choisis

C. Le coordinateur SSI établit l'équivalent d'un Dossier des Ouvrages Exécutés concernant non seulement les équipements actifs télécommandés par le C.M.S.I., mais également les éléments passifs comme les caractéristiques des fileries ou des matériaux employés pour la réalisation des conduits de désenfumage ou autres, afin de constituer une trace pour l'exploitation future des équipements de sécurité. Le dossier comprend :

- Liste des plans fournis par les installateurs (ces plans devant être annexés au dossier d'identité),
- Liste des matériels du SSI et les documentations donnant leurs caractéristiques,
- Certificats de conformité aux normes, fournis par les constructeurs,
- Instructions de manœuvre,
- Document attestant la comptabilité entre le S.D.I. et le C.M.S.I.,
- Notice d'exploitation et de maintenance du SSI

3 - Sûreté pénitentiaire

Il sera nécessaire pour la bonne tenue de l'opération que le MOE dans sa phase APS prenne bien en compte les grands principes de sûreté pénitentiaire. Il travaillera en étroite collaboration avec le chef d'établissement et le Département Sécurité Détention.

Accès au site :

L'accès à l'établissement est soumis à une autorisation préalable. Toute demande devra être accompagnée d'une photocopie des pièces d'identité des personnes susceptibles d'accéder à l'établissement, et parvenir au moins 2 semaines avant la date de visite.

Une prise de rendez-vous avec la personne chargée du dossier est obligatoire pour pénétrer dans l'enceinte d'un établissement pénitentiaire.

Aucun portable n'est autorisé dans l'enceinte pénitentiaire. Les appareils photos sont autorisés, sous réserve d'envoi des références à l'établissement et acceptation de leur part.

Organisation des travaux :

Il faudra bien entendu prendre toutes les mesures de sécurité pour la réalisation des travaux : sécurité des travailleurs, du matériel, maintien des organes de surveillance et de sûreté.

Il sera nécessaire de définir un phasage de travaux permettant de maintenir un fonctionnement de l'établissement en toute sécurité, d'optimiser le déroulement du chantier et réduire le temps d'intervention et de condamnation des locaux.

La réalisation de travaux dans un site pénitentiaire implique une mise en place de personnel de surveillance (interne à l'établissement) pour gérer les entrées et sorties de personnel et matériel et pour surveiller le chantier.

Les intervenants extérieurs devront prendre en compte dans leur mode opératoire les contraintes et directives imposées par l'administration pénitentiaire.

Par ailleurs, il est précisé que le contexte pénitentiaire impose des solutions - tant en termes de bâti que d'équipement - basiques, robustes et de maintenance facile.

4 - Contacts

Maîtrise d'Ouvrage : Ministère de la Justice - Direction Interrégionale des services Pénitentiaires (69) - Département des Affaires Immobilières (DAI)

Chef de l'unité opérations (DISP - DAI) - MOA :

Kévin JAVOUHEY

kevin.javouhey@justice.fr

Rôle :

- Initiation de la commande,
- Acceptation des offres et signature des marchés,
- Validation des différentes étapes de l'étude,
- Mise en place des crédits et assure le paiement des intervenants,
- Réception des travaux et des études,
- Réception des DOE et DIUO.

Autres services en lien avec la MOA :

- Département Sécurité et Détention (DSD)
- Département Système d'Information (DSI)

AMO pilote : setec organisation (interlocuteur principal) :

Rôle :

- Gestion et pilotage des intervenants,
- Suivi des marchés de l'ensemble des acteurs,
- Reporting à la MOA et au chef d'établissement,
- Supervision du travail et contrôle de l'adéquation programme projet, des délais et de l'enveloppe financière.

Chargé d'opération - AMO pilote :

disp.orga@setec.com

Établissement :

Centre Pénitentiaire de Moulins-Yzeure représenté par le chef d'établissement et son adjointe. Le chef d'établissement devra être consulté tout au long de l'opération et devra être impliqué dans toutes les étapes du projet, que ce soit en phase conception ou réalisation. Sa validation est indispensable à la réalisation de l'opération.

Rôle :

- Validation de toutes les décisions liées à la sûreté impactant l'établissement, notamment les conditions d'intervention des travaux (site occupé, milieu pénitentiaire ...),
- Synthèse des besoins des utilisateurs,
- Amendement des documents d'étude,
- Avis sur les prestations et sur l'organisation des travaux,
- Suivi des travaux au niveau de la sûreté et de l'accompagnement,
- Participation aux OPR.

Les travaux étant réalisés en site occupé et laissant l'établissement en fonctionnement. Il sera certainement nécessaire de prévoir des limitations d'accès de certaines zones. Cela sera possible mais devra être préparé en amont avec l'établissement et devra intégrer les contraintes de l'établissement.

Cheffe d'établissement :

Claire NOURRY - claire.nourry@justice.fr

Service technique :

Emmanuel ROTAT - emmanuel.rotat@justice.fr

Laurent LORENZO - laurent.lorenzo@justice.fr

5 - Annexe : Calendrier prévisionnel

[illegible]